

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

BILAN	30 SEPTEMBRE 2010	31 DÉCEMBRE 2009
	(non vérifié) \$	(vérifié) \$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	-	71 321
Débiteurs et crédits d'impôts	8 448	3 558
Frais payés d'avance	19 360	10 082
	<u>27 808</u>	<u>84 961</u>
Encaisse réservée à l'exploration	321 841	-
Placement (note 3)	5 100	25 475
Immobilisations	4 568	5 891
Propriétés minières (note 4)	352 740	352 740
Frais d'exploration reportés (note 5)	5 729 608	5 728 273
	<u>6 441 665</u>	<u>6 197 340</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	11 259	48 579
	-----	-----
Impôts sur les bénéfices et impôts miniers futurs	1 317 955	1 317 955
	<u>1 329 214</u>	<u>1 366 534</u>
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 6)	29 708 903	29 209 838
Bons de souscription et options octroyées aux courtiers	20 160	79 000
Surplus d'apport	3 363 920	3 255 520
Déficit	(27 978 882)	(27 732 277)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(1 650)	18 725
	<u>5 112 451</u>	<u>4 830 806</u>
	<u>6 441 665</u>	<u>6 197 340</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

(s) Donald Lacasse _____, Administrateur

(s) Kenneth G. Murton _____, Administrateur

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.**ÉTAT DES FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS**

Périodes de trois mois terminées les 30 septembre / Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre

	2010	2009	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$	\$	\$
FRAIS D'EXPLORATION				
Experts-conseils et sous-traitants	19 656	800	19 656	9 881
Frais généraux d'exploration	<u>85</u>	<u>-</u>	<u>85</u>	<u>135</u>
AUGMENTATION DES FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS	19 741	800	19 741	10 016
REMBOURSEMENT DU CRÉDIT D'IMPÔT ET DES DROITS MINIERS	-	-	(18 406)	-
DISPOSITION	-	-	-	(233 108)
SOLDE AU DÉBUT	<u>5 709 867</u>	<u>5 878 178</u>	<u>5 728 273</u>	<u>6 102 070</u>
SOLDE À LA FIN	<u>5 729 608</u>	<u>5 878 978</u>	<u>5 729 608</u>	<u>5 878 978</u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.
RÉSULTATS

Périodes de trois mois terminées les 30 septembre / Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre

	2010	2009	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$	\$	\$
REVENUS D'INTÉRÊTS ET AUTRES	-	104	4 900	510
FRAIS D'ADMINISTRATION				
Experts et sous-traitants	3 119	1 400	5 268	9 839
Salaires et avantages sociaux	48 530	11 776	70 690	34 258
Honoraires professionnels	8 138	18 363	27 575	87 996
Voyages et déplacements	4 490	1 906	11 778	16 430
Information aux actionnaires	5 735	4 707	16 949	18 257
Inscription et frais de registrariat	17 209	5 454	28 412	44 136
Loyer et frais d'occupation	1 200	1 200	3 600	3 600
Papeterie et dépenses de bureau	1 621	1 463	5 404	4 088
Assurances, taxes et licences	8 582	10 411	33 433	25 110
Intérêts et frais bancaires	299	142	643	429
Frais généraux d'administration	1 448	1 227	7 670	1 329
Amortissement des immobilisations	441	1 004	1 323	1 506
Rémunération à base d'actions	-	-	29 400	80 960
Gain sur disposition de propriétés	-	-	-	(2 892)
Gain sur disposition de placement	-	(27 536)	(19 996)	(39 417)
Maintien d'un site minier	8 435	36 073	29 356	61 704
	<u>109 247</u>	<u>67 590</u>	<u>251 505</u>	<u>347 333</u>
PERTE NETTE	<u>109 247</u>	<u>67 486</u>	<u>246 605</u>	<u>346 823</u>
PERTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>	<u>0,00</u>
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation des gains et pertes réalisés et non réalisés sur placements disponibles à la vente :				
Perte (gain) non réalisé survenu au cours de la période	(900)	(5 864)	1 155	(68 077)
Perte réalisée survenue au cours de la période	-	28 098	19 220	28 098
Résultat étendu	<u>108 347</u>	<u>89 720</u>	<u>266 980</u>	<u>306 844</u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.**DÉFICIT ET CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU**

Périodes de trois mois terminées les 30 septembre / Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre

	2010	2009	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$	\$	\$
DÉFICIT				
SOLDE AU DÉBUT	(27 869 635)	(27 490 932)	(27 732 277)	(27 211 595)
Perte nette	(109 247)	(67 486)	(246 605)	(346 823)
SOLDE À LA FIN	<u>(27 978 882)</u>	<u>(27 558 418)</u>	<u>(27 978 882)</u>	<u>(27 558 418)</u>

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

SOLDE AU DÉBUT	(2 550)	56 963	18 725	(5 250)
Autres éléments du résultat étendu	<u>900</u>	<u>(22 234)</u>	<u>(20 375)</u>	<u>39 979</u>
SOLDE À LA FIN	<u>(1 650)</u>	<u>34 729</u>	<u>(1 650)</u>	<u>34 729</u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.**SURPLUS D'APPORT, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS OCTROYÉES AUX COURTIERS**

Périodes de trois mois terminées les 30 septembre / Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre

	2010	2009	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$	\$	\$
SURPLUS D'APPORT				
SOLDE AU DÉBUT	3 363 920	3 255 520	3 255 520	3 174 560
Options octroyées dans le cadre du régime	-	-	29 400	80 960
Bons de souscription expirés au cours de la période	-	-	79 000	-
SOLDE À LA FIN	<u>3 363 920</u>	<u>3 255 520</u>	<u>3 363 920</u>	<u>3 255 520</u>

BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS OCTROYÉES AUX COURTIERS

SOLDE AU DÉBUT	-	79 000	79 000	79 000
Options octroyées aux courtiers	20 160	-	20 160	-
Bons de souscription expirés au cours de la période	-	-	(79 000)	-
SOLDE À LA FIN	<u>20 160</u>	<u>79 000</u>	<u>20 160</u>	<u>79 000</u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.
FLUX DE TRÉSORERIE

Périodes de trois mois terminées les 30 septembre / Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre

	2010	2009	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Perte nette	(109 247)	(67 486)	(246 605)	(346 823)
Éléments n'impliquant aucun mouvement de trésorerie :				
Amortissement des immobilisations	441	1 004	1 323	1 506
Rémunération à base d'actions	-	-	29 400	80 960
Gain sur disposition de propriétés	-	-	-	(2 892)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	(5 532)	(30 079)	(51 488)	(21 308)
	<u>(114 338)</u>	<u>(96 561)</u>	<u>(267 370)</u>	<u>(288 557)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Encaissement au titre de capital-actions et bons de souscription	600 000	-	600 000	-
Frais d'émission d'actions	(80 775)	-	(80 775)	-
Dû à un administrateur	(45 000)	-	-	-
	<u>474 225</u>	<u>-</u>	<u>519 225</u>	<u>-</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Encaisse réservée à l'exploration	(321 841)	-	(321 841)	-
Immobilisations	-	-	-	(430)
Propriétés minières	-	-	-	(10 000)
Cession de propriétés minières	-	-	-	250 000
Frais d'exploration reportés	(19 741)	(800)	(1 335)	(10 016)
	<u>(341 582)</u>	<u>(800)</u>	<u>(323 176)</u>	<u>229 554</u>
Augmentation (diminution) de l'encaisse	18 305	(97 361)	(71 321)	(59 003)
Encaisse au début	(18 305)	198 167	71 321	159 809
Encaisse à la fin	-	100 806	-	100 806

NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 SEPTEMBRE 2010

(non vérifié)

1 - ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

Les états financiers intermédiaires au 30 septembre 2010 et pour la période terminée le 30 septembre 2010 ne sont pas vérifiés. Toutefois, de l'avis de la direction, tous les redressements qui sont requis pour donner une image fidèle des résultats de cette période ont été inclus. Les redressements apportés sont de nature récurrente normale. Les résultats d'exploitation intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation prévus pour l'exercice complet.

Ces états financiers intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des plus récents états financiers annuels de la Société, sauf en ce qui concerne les nouvelles normes comptables mentionnées dans la note 2. Cependant, ils ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels. Ces états financiers intermédiaires non vérifiés devraient donc être lus en parallèle avec les plus récents états financiers annuels vérifiés de la Société.

2 - MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié trois normes comptables : le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», le chapitre 1601, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1er janvier 2011 ou après cette date. La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes. Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, «Regroupements d'entreprises». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1er janvier 2011 ou à une date ultérieure. Pris collectivement, les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, «États financiers consolidés et individuels», et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

L'ICCA planifie la convergence des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada avec les IFRS sur une période transitoire qui se terminera en 2011. La Société doit mettre en application les IFRS pour son trimestre terminé le 31 mars 2011. La Société s'attend à ce que cette transition ait une incidence sur les méthodes de comptabilisation, la présentation de l'information financière et les systèmes d'information. La Société procède actuellement à la phase d'examen et d'évaluation de son projet de mise en oeuvre des IFRS afin de calculer l'incidence de l'adoption de celles-ci sur ses processus, ses systèmes et ses états financiers.

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.**NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 SEPTEMBRE 2010****(non vérifié)****3 - PLACEMENT**

	30 septembre 2010	31 décembre 2009
	\$	\$
30 000 actions de Ressources d'Arianne inc.	5 100	4 800
- (500 en 2009) action de Goldcorp inc.	-	20 675
	<u>5 100</u>	<u>25 475</u>

4 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES

	Solde au 31 décembre 2009	Augmentation	Disposition	Solde au 30 septembre 2010
	\$	\$	\$	\$
O'Brien	342 789	-	-	342 789
Kewagama	9 950	-	-	9 950
Massicotte	1	-	-	1
	<u>352 740</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>352 740</u>

5 - FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS

	Solde au 31 décembre 2009	Frais d'exploration	Crédit d'impôt	Droits miniers	Solde au 30 septembre 2010
	\$	\$	\$	\$	\$
O'Brien	4 469 249	10 078	(7 039)	(9 911)	4 462 377
Kewagama	1 259 024	9 663	(1 456)	-	1 267 231
	<u>5 728 273</u>	<u>19 741</u>	<u>(8 495)</u>	<u>(9 911)</u>	<u>5 729 608</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 SEPTEMBRE 2010

(non vérifié)

6 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé :

Nombre illimité d'actions de catégorie A, votantes, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions de catégorie B, pouvant être émises en séries, dividende cumulatif ou non cumulatif au taux de base de la Banque du Canada au début de l'exercice majoré d'un pourcentage variant entre 1 et 5%, non participantes, sans droit de vote, rachetables au gré de la Société au prix payé majoré de tout dividende déclaré sur ces actions mais non encore payé, sans valeur nominale

Le capital de la Société se compose de l'avoir des actionnaires et des liquidités.

Les objectifs de gestion du capital de la Société sont de :

- s'assurer que la Société dispose d'un capital suffisant pour rencontrer ses obligations pour son plan de développement minier et d'exploration et assurer la croissance de ses activités;
- s'assurer que la Société dispose de suffisamment de liquidités pour financer les frais d'exploration, les activités d'investissement et les besoins en fonds de roulement.

Les mouvements dans le capital-actions catégorie "A" de la Société se détaillent comme suit :

	Quantité	Montant
		\$
Solde au 31 décembre 2009	49 700 699	29 209 838
Financement accreditif	6 000 000	600 000
Frais d'émission d'actions	-	(100 935)
Solde au 30 septembre 2010	<u>55 700 699</u>	<u>29 708 903</u>

Options d'achat d'actions

Les tableaux ci-après résument l'information relative aux options d'achat d'actions au 30 septembre 2010

	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$
Solde au 31 décembre 2009	5 537 830	0,24
Expirées	(1 257 830)	0,30
Octroyées	<u>300 000</u>	0,15
Solde au 30 septembre 2010	<u>4 580 000</u>	0,23

NOTES COMPLÉMENTAIRES
30 SEPTEMBRE 2010

(non vérifié)

6 - CAPITAL-ACTIONS (suite)

Options en circulation	Prix \$	Durée de vie moyenne pondérée à courir (ans)
300 000	0,15	2,4
800 000	0,235	1,5
2 400 000	0,30	1,6
980 000	0,10	3,4
100 000	0,10	0,3
<u>4 580 000</u>	0,23	

Bons de souscription

Les tableaux ci-après résument l'information relative aux bons de souscription au 30 septembre 2010

	Nombre	Prix de souscription moyen pondéré \$
Solde au 31 décembre 2009	1 000 000	0,32
Expirés	<u>(1 000 000)</u>	0,32
Solde au 30 septembre 2010	<u>-</u>	

Options aux courtiers

Les tableaux ci-après résument l'information relative aux options aux courtiers au 30 septembre 2010

	Nombre	Prix de souscription moyen pondéré \$
Solde au 31 décembre 2009	-	
Octroyées	<u>480 000</u>	0,10
Solde au 30 septembre 2010	<u>480 000</u>	0,10

Options aux courtiers en circulation	Prix \$	Date d'expiration
<u>480 000</u>	0,10	Janvier 2012

7 - RISQUES FINANCIERS

Les activités de la Société sont exposées à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidités.

a) Risque de marché

i) Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date du bilan en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers. La juste valeur de l'encaisse réservée à l'exploration, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à la juste valeur en raison de l'échéance à court terme. Le placement en actions est évalué à la juste valeur selon son prix à la quote.

ii) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur :

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, l'encaisse réservée à l'exploration et les placements sont catégorisés de niveau 1;

Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

iii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt à cause de leur nature à court terme et parce qu'ils ne portent pas intérêt.

iv) Risque de change

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires puisque toutes les transactions se produisent en dollars canadien.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une des ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La trésorerie, les taxes à recevoir et les crédits à recevoir du gouvernement sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. De plus, comme la majorité des comptes débiteurs le sont auprès des gouvernements provincial et fédéral sous forme de crédits de taxes à la consommation et d'aide gouvernementale, le risque de crédit est minimal.

c) Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. À la fin du mois de septembre 2010, la direction est optimiste de pouvoir réunir les liquidités suffisantes pour prendre en charge ses passifs financiers et ses passifs financiers futurs provenant de ses engagements.